

CONTRIBUTION DE STEPHANE JUST POUR LA CONFERENCE MONDIALE DES ORGANISATIONS AYANT CONSTITUE
« IV^e INTERNATIONALE (COMITE INTERNATIONAL) » - 24-31 JUILLET 1982 (III)

Les formes d'organisation du prolétariat en lutte contre la bureaucratie

Dans tous les pays où des situations révolutionnaires, des révolutions ouvertes ont mis en cause le pouvoir des bureaucraties parasitaires satellites de celle du Kremlin, se sont développées les formes classiques d'organisation qui sont celles du prolétariat lors de toute grande crise révolutionnaire : les comités, les conseils ont surgi de façon plus ou moins embryonnaire ou développée.

DES conseils ouvriers se sont formés en juin 1953 en Allemagne. Dès que la grève insurrectionnelle a déferlé à partir du 23 octobre, les conseils ouvriers, les conseils révolutionnaires ont couvert la Hongrie. Faute d'une orientation politique claire, ils ne se sont pas fédérés en un Conseil national hongrois des conseils avant la deuxième intervention du Kremlin. Mais, dès le 28 octobre, le Conseil national des ouvriers de Budapest se constituait. En province se constituaient également des conseils ouvriers locaux, et de villes. Ils n'ont pas revendiqué le pouvoir central, mais ils constituaient un pouvoir de fait au niveau local et régional.

Le « gouvernement » Kadar dut les reconnaître. Ce n'est que le 19 novembre que le Conseil central de Budapest a convoqué un Conseil ouvrier national pour le 21 novembre, dont la réunion, bien qu'interdite, s'est tout de même tenue. Il a appelé à une grève générale de 48 heures pour exiger la libération des emprisonnés, le retour au pouvoir d'Imre Nagy, mais il n'a pas réclamé le pouvoir pour lui-même. En Pologne aussi, les conseils ouvriers ont surgi en octobre 1956 dans la plupart des entreprises.

Kadar a dissous les conseils ouvriers territoriaux. Kadar et Gomulka ont liquidé les conseils ouvriers, en tant qu'organisations autonomes de la classe ouvrière, en les vidant de leur contenu, en les subordonnant au PC et en leur attribuant des fonctions de « gestion économique ».

En Tchécoslovaquie aussi, les conseils ouvriers ont surgi dans les usines au printemps 1968 sous la forme de comités de défense de la liberté de la presse, que l'appareil du PCT a dénoncés. Les comités de grève ont été constitués dans les chantiers navals de la Baltique en décembre 1970 et janvier 1971. A Szczecin, un comité central de grève a été constitué. Il a regroupé la représentation des chantiers navals et d'autres entreprises de la ville en grève. Baluka l'a présidé. Il s'est appelé « commission ouvrière » et a organisé une milice ouvrière.

Mais la constitution des comités ouvriers, des conseils n'enlève rien aux besoins que ressentent les travailleurs de disposer des organisations pour ainsi dire traditionnelles de la classe ouvrière : syndicats et partis. Dans tous les mouvements révolutionnaires contre les bureaucraties parasitaires a surgi la revendication de syndicats indépendants soit par la rénovation et l'épuration des anciens syndicats officiels, soit par la constitution de nouveaux syndicats.

Le mouvement pratique pour réaliser de tels syndicats s'est développé au même rythme que s'est développé le mouvement révolutionnaire. En Hongrie, les ouvriers ont épuré les syndicats. Le 31 octobre, la bureaucratie syndicale, pour donner le change, a proclamé la Confédération des syndicats libres. En Pologne aussi, les ouvriers se sont efforcés en 1956 d'épurer les syndicats officiels. Ils ont envoyé leurs délégués élus à la session du Conseil central des

syndicats qui s'est tenue les 16-18 novembre. Un millier de ces délégués ont submergé les 120 membres du Conseil central syndical.

Des résolutions ont été votées. L'ancienne direction limogée n'est pas venue à ce Conseil central syndical. Une autre a été élue. Mais l'appareil est resté en place. De même, en Tchécoslovaquie, généralement les ouvriers ont épuré les syndicats officiels. Baluka, au nom de ses camarades, exprimait encore cette orientation lorsqu'il revendiquait des élections syndicales immédiates.

La question des syndicats

C'est un des aspects remarquables des changements intervenus dans la conscience des travailleurs au cours des années 1970, que, après 1953 en Allemagne de l'Est, 1956 en Pologne et en Hongrie, 1968 en Tchécoslovaquie, janvier 1971 en Pologne, s'élève la revendication de syndicats libres, de la construction de nouveaux syndicats par les travailleurs eux-mêmes, indépendants de l'Etat et des partis.

Les ouvriers n'estiment plus qu'il est possible de réformer les syndicats officiels. Dans tous les pays de l'Europe de l'Est, en URSS, cette revendication a été formulée, et même si ce sont des minorités quelquefois très restreintes qui l'ont exprimée, elle correspond à une conviction profonde qui se généralise dans le prolétariat : l'appareil ne se redresse pas, la bureaucratie ne se réforme pas, il faut s'organiser comme classe contre eux, même s'il ne semble pas possible de les abattre à court terme.

Les conseils ouvriers ont une autre portée et une autre fonction. D'emblée, leur surgissement pose le problème du pouvoir et de la direction de l'économie comme des problèmes à résoudre quasi immédiatement. La constitution de partis est nécessaire, indispensable, mais leur fonction n'est pas la même, ils rassemblent et organisent, sur un programme défini, des options et objectifs politiques précis des militants. Ils ne peuvent regrouper dans leur ensemble la classe ouvrière, les masses populaires. Les masses ont fait la cruelle expérience du monopole et du monolithisme politique stalinien. En conséquence, la classe ouvrière, les masses populaires estiment nécessaire le pluralisme des organisations et partis politiques. Par contre, elles savent la nécessité d'une organisation syndicale qui les rassemble sans distinction d'opinions politiques, philosophiques et religieuses, dans l'indépendance par rapport aux partis, à l'Etat et au gouvernement, et qui les constitue comme classe organisée sur la base de leurs intérêts matériels et moraux communs. Naturellement, de tels syndicats, une telle centrale syndicale exigent un fonctionnement souple et démocratique.

Ce besoin, cette aspiration, à partir de la grève généralisée de fin juillet-août

1980, *Solidarité* les a réalisés en Pologne. Mais c'est à coup sûr le besoin et l'aspiration de tous les prolétariats de l'Europe de l'Est et de l'URSS. *Solidarność* en Pologne a été et reste une nouvelle donnée objective dans les rapports entre les bureaucraties parasitaires, le prolétariat et les masses populaires.

C'est aussi un facteur subjectif qui invite à la constitution de syndicats et d'une centrale indépendants dans tous les pays où le capital a été exproprié. S'appuyant sur *Solidarité* et dans son sillage, une centrale paysanne, une centrale étudiante se sont constituées en Pologne, de telle sorte que les syndicats et la centrale ouvrière indépendante ont été la force motrice et le point d'accrochage de l'organisation de toutes les forces sociales spoliées et opprimées par la bureaucratie.

Les libertés

La bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites ne sont pas une classe sociale. Dans un mode de production où le capital a été exproprié, où les moyens de production sont devenus la propriété de l'Etat, la détention du pouvoir politique est la condition absolue de la gestion des rapports de production. Les privilèges sociaux et économiques dont jouissent les bureaucraties parasitaires dépendent entièrement du fait qu'elles disposent du monopole du pouvoir politique.

La question des libertés est donc déterminante dans les pays de l'Europe de l'Est et en URSS, la liberté dans les sciences, les arts, la littérature sont parties composantes des libertés en général. La lutte pour ces libertés a joué un grand rôle dans le cheminement vers les mouvements révolutionnaires, la révolution ouverte en Pologne, en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968.

Elles ont rapidement débouché sur les revendications de libertés politiques, de liberté de la presse, de liberté de manifestation, sur la mise en cause du monopole politique des partis staliniens, sur le combat contre l'oppression nationale, sur les revendications de liberté d'organisation syndicale et politique. Les revendications politiques de liberté de presse, de manifestation, d'organisation sont rapidement devenues des réalisations pratiques par l'action des masses.

Les comités ont surgi, les travailleurs se sont efforcés soit d'épurer les syndicats officiels, soit d'en constituer d'autres ; la constitution de nouvelles organisations, partis politiques, et la résurgence d'anciennes organisations étaient à l'ordre du jour ou même avaient commencé. La classe ouvrière a tendu à s'organiser ou s'est organisée comme classe face aux bureaucraties parasitaires. Elle est rapidement devenue la force motrice se situant à la pointe de la révolution ou du mouvement révolutionnaire.

Le pronostic du *Programme de transition* : « La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de la presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la démocratie soviétique » (en l'occurrence, dans les pays de l'Europe de l'Est, sa naissance et son épanouissement) a été pleinement vérifié.

La revendication : « des élections libres »

Pourtant, on constate que souvent, à un moment ou à un autre du développement des mouvements révolutionnaires, de la révolution politique, la revendication d'« élections libres » a surgi. Le 1^{er} juin 1953, les ouvriers de la ville de Pilsen, en Tchécoslovaquie, ont envahi l'Hôtel de Ville et exigé « des élections libres ». Parmi les 22 points de la résolution-programme de l'appel des étudiants à la manifestation du 23 octobre 1956 à Budapest figure : « des élections générales libres au scrutin secret avec plus d'un parti ».

Dans le programme des conseils ouvriers qui, à la suite de l'insurrection populaire, ont couvert la Hongrie, figure cette même revendication. Le congrès de *Solidarité* a, au mois de septembre 1981, formulé également, et on peut dire au nom de tout le peuple polonais, cette revendication. Elle est également une revendication populaire dans l'Est de l'Allemagne.

Le fait qu'une telle revendication surgisse de façon si générale a évidemment de profondes raisons. La première, sans doute, est le caractère national des revendications politiques dans les pays de l'Europe de l'Est qui dresse tout un peuple contre une minorité de bureaucraties agents de l'oppression étrangère.

Mais, en outre, l'oppression politique est si absolue, si totale, que la libre expression de tous et de chacun, la liberté de tous les partis, l'égalité politique formelle sont une aspiration profonde des masses populaires, prolétariat compris. L'influence des formes démocratiques parlementaires qui existent dans les pays capitalistes avancés ne peut être négligée.

Pour les masses de ces pays, dans la mesure où elles permettent l'organisation des exploités et des opprimés, elles apparaissent comme un acquis politique énorme. De plus, sauf en URSS, il n'y a pas d'expérience du pouvoir exercé sur la base des soviets, de la démocratie prolétarienne.

Il serait absurde d'opposer la dictature du prolétariat et des élections libres à une Assemblée souveraine. Se référant aux rapports de production résultant de la révolution d'Octobre, Trotsky écrivait : « La nature de classe de l'Etat se définit, en conséquence, non par ses formes politiques mais par son contenu social, c'est-à-dire par le caractère des formes de propriété et des rapports de production que l'Etat en question protège et défend. »

Plus loin : « Un régime qui préserve la propriété nationalisée contre l'impérialisme, cela c'est, indépendamment des formes politiques, la dictature du prolétariat. » (*Défense du marxisme - Etat non ouvrier et non bourgeois*).

C'est dans ce sens qu'en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est, non pas à cause, mais en dépit des bureaucraties parasitaires, on peut dire qu'il s'agit encore de la « dictature du prolétariat ». Dans *La Révolution trahie*, Trotsky précisait : « La bureaucratie n'a pas créé de base sociale à sa domination sous la forme des conditions particulières de propriété. Elle est obligée de défendre la propriété de l'Etat, source de son pouvoir et de ses revenus. Par cet aspect de son activité, elle demeure

l'instrument de la dictature du prolétariat. »

A plus forte raison, sur la base des rapports de production résultant de l'expropriation de la bourgeoisie et de la propriété étatique des moyens de production, une Assemblée souveraine élue au suffrage universel peut être « l'instrument de la dictature du prolétariat ». L'exclusion d'autres couches que le prolétariat de toute représentation politique peut s'imposer en raison de l'acuité de la lutte des classes, ce n'est pas « l'idéal » du fonctionnement politique d'une société transitoire entre le capitalisme et le socialisme.

La bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites n'ont pas de pire ennemi que le prolétariat. L'émergence de la révolution politique concentre de la façon la plus nette et aiguë cet antagonisme. C'est contre le prolétariat, les masses opprimées et exploitées, que la bureaucratie doit, surtout et d'autant plus que la menace de la révolution politique se dessine, disposer du monopole politique.

Elle ne peut tolérer l'existence d'autres partis que le sien. Elle ne peut tolérer qu'il y ait des « élections libres ». Les masses, elles, y aspirent. Elles ont besoin de libertés politiques, des partis, d'une représentation libre. La souveraineté populaire exprimant dans sa diversité et dans son unité les aspirations des masses prolétariennes, leur donnant une expression centralisée nationale contre la bureaucratie, est une nécessité. C'est de ce point de vue que le mot d'ordre d'une Assemblée nationale souveraine élue au suffrage universel peut être un puissant moyen de mobilisation politique contre la bureaucratie.

L'utilisation d'un tel mot d'ordre doit se fonder non seulement sur des considérations générales mais sur le mouvement pratique de la révolution dans chaque pays. Il semble qu'il puisse s'appliquer en nombre de pays de l'est de l'Europe. L'est-il en URSS ? On ne peut aujourd'hui répondre à cette question.

De toutes façons, ce serait une grosse erreur que de substituer le mot d'ordre d'élections libres, éventuellement d'Assemblée nationale souveraine, à l'action politique pour les comités, les conseils. Cette forme reste la forme d'organisation du prolétariat dans la lutte pour le pouvoir politique et pour son exercice.

Les mots d'ordre d'élections libres, éventuellement d'Assemblée nationale souveraine, sont essentiellement des mots d'ordre pour mobiliser et organiser le prolétariat dans les comités, dans les conseils. Le prolétariat ne peut ni combattre pour le pouvoir politique, ni l'exercer dans un cadre parlementaire, mais au moyen d'organes de type soviétique, dans lesquels d'ailleurs la représentation d'autres couches sociales peut avoir sa place.

En ce sens, si importants que peuvent être les mots d'ordre de la démocratie formelle, à un moment donné dans le combat contre le monopole du pouvoir politique, ce sont, au sens strict, des mots d'ordre transitoires. On ne peut écarter la possibilité que ces mots d'ordre se réalisent. La question du pouvoir des conseils, des soviets, restera posée et devra être résolue.

(suite de la page I)

La révolution politique en Pologne

La révolution politique a déjà une longue histoire. Chaque mouvement révolutionnaire en Europe de l'Est, chaque révolution ouverte se relie aux précédentes. C'est ainsi qu'il y a continuité entre le mouvement révolutionnaire de Tchécoslovaquie et de l'Est de l'Allemagne en juin 1953, le mouvement révolutionnaire de 1956 en Pologne, la révolution hongroise des conseils en 1956, le mouvement révolutionnaire du printemps et de l'été 1968 en Tchécoslovaquie, les grèves des chantiers navals de la Baltique en 1970-1971, les explosions révolutionnaires de Radom et d'Ursus en juin 1976, de la grève généralisée de juillet-août 1980 et des développements ultérieurs en Pologne.

Mais cette continuité a tout de même un développement inégal. Jusqu'alors, mais sous des aspects différenciés, c'est la révolution des conseils ouvriers hongrois de 1956 et le processus de révolution politique en Pologne qui ont été les développements les plus poussés de la révolution politique contre les bureaucraties satellites et celle du Kremlin.

En Hongrie, le PC a littéralement éclaté. Les conseils ouvriers et révolutionnaires ont couvert le pays. Un moment, l'insurrection a été victorieuse. La question de la centralisation nationale des conseils postulant à la prise et à l'exercice du pouvoir a affleuré. Un gouvernement assimilable à un gouvernement ouvrier et paysan, le dernier gouvernement Imre Nagy, a été constitué. Seule l'intervention des troupes de la bureaucratie du Kremlin a empêché de nouveaux développements, rassemblés les morceaux épars de l'appareil bureaucratique, et restauré, après de longs et sanglants combats qui ont duré dix jours, le pouvoir de la bureaucratie.

Mais le cours de la révolution politique en Pologne a, depuis le début, une certaine continuité propre. De 1956 à 1981, il y a une chaîne de combats que la classe ouvrière et le peuple polonais ont menés contre la bureaucratie polonaise et la bureaucratie du Kremlin. La continuité de cette lutte a son origine dans l'histoire propre de la Pologne, et notamment dans le combat séculaire pour son unité et son indépendance nationale.

Cette tradition a été à l'origine de l'insurrection de Varsovie en 1944 contre l'occupant nazi. La réalisation de l'unité nationale en 1918, puis à nouveau en 1945 n'a pu que renforcer l'aspiration à l'indépendance nationale. Le renforcement constant depuis 1945 du prolétariat polonais en a fait la force motrice et dirigeante de ce combat. En 1956, la bureaucratie a canalisé et ensuite fait refluer la révolution politique, mais elle n'a pu écraser les masses comme celles-ci l'ont été en Hongrie.

De nouveau en 1971, la bureaucratie a dû reculer et composer devant la grève à caractère insurrectionnel des travailleurs des chantiers navals et d'autres entreprises des ports de la Baltique. Ce n'est que progressivement qu'elle a détruit les organisations indépendantes que ceux-ci avaient constituées. Elle l'a fait en les intégrant aux syndicats officiels et en les décomposant, alors qu'elle développait progressivement la répression contre les militants irréductibles qui avaient été à la tête de la grève (Baluka).

En Pologne, il existe une continuité militante dans le combat contre la bureaucratie que des hommes comme Kuron, Michnik, Baluka et bien d'autres représentent. A partir des explosions révolutionnaires de Radom et d'Ursus de juin 1976, un mouvement s'est engagé que la répression n'est pas parvenue à briser.

Sous l'impulsion de Jacek Kuron et Adam Michnik, le Comité de défense des ouvriers (KOR) victimes de la répression s'est constitué ; le KOR lui-même a subi la répression. Mais il a remporté d'importants succès politiques. Le 22 juillet 1977, les derniers grévistes emprisonnés ainsi que les militants du KOR étaient remis en liberté.

En octobre 1977, le KOR a changé de nom. Il s'est appelé le Comité d'autodéfense sociale-KOR (KKS-KOR). Il a publié un bi-mensuel, *Robotnik* (*L'Ouvrier*), qui a posé tous les problèmes concernant la société polonaise : droit d'organisation, droit de grève, problèmes économiques, inégalités sociales. Il a donné des nouvelles des luttes contre la bureaucratie dans les autres pays, sur les syndicats en Occi-

dent. Il a commémoré les grands moments de la lutte des travailleurs polonais contre l'oppression bureaucratique. Il a été, sinon un parti, au moins un centre d'agitation, d'élaboration et d'organisation politiques.

Le 23 février 1978, le Comité des syndicats libres de Varsovie s'est constitué. Son principal dirigeant était Kazimierz Switon. Le 23 avril de la même année, s'est également constitué le Comité de fondation des syndicats libres de la Baltique. Il s'est implanté principalement à Gdansk. Il a publié le *Travailleur de la Baltique*.

D'août 1980 au congrès de Solidarité

La grève généralisée de juillet-août 1980 est donc venue de loin. La bureaucratie polonaise a tenté de fixer des limites à l'organisation du prolétariat dans ses syndicats indépendants et sa centrale syndicale. Elle a tenté d'intégrer les syndicats et la centrale nouvellement formés. Ces limites n'ont pas tenu. Les manœuvres ont échoué. Finalement, la bureaucratie polonaise a dû reconnaître *Solidarité* (10.11.1980). Victoire considérable des masses polonaises, bien que la bureaucratie ait imposé que les statuts de *Solidarité* reconnaissent le rôle dirigeant du POUP.

Une nouvelle bataille à propos du travail le samedi a vu une formidable mobilisation des masses. Malgré la décision du gouvernement, à l'appel de *Solidarité*, le samedi 24 janvier, l'ensemble des travailleurs polonais ne sont pas allés travailler. Finalement, Walesa et Pinkowski ont conclu un compromis : 3 samedis sur 4 seront désormais chômés (31.1.1981). Le 9 février, Pinkowski a été démissionné du poste de Premier ministre. Le 11, le général Jaruzelski l'a remplacé.

Dès le 22 septembre 1980, 800 délégués de toutes les universités du pays se sont réunis et ont constitué un comité provisoire pour le syndicat indépendant des étudiants. Le 17 février 1981, le ministre de l'Enseignement supérieur a dû enregistrer le NZS.

La bureaucratie polonaise a tout fait pour éviter que ne se constitue une centrale syndicale paysanne : *Solidarité paysanne*, reliée à *Solidarité ouvrière*. A tout prix, elle a tenté d'empêcher que ne se concrétise de façon organique l'alliance des ouvriers et des paysans.

La volonté de ne pas reconnaître *Solidarité paysanne*, la provocation de Bydgoszcz, l'arrestation de militants comme Kuron ont, en mars 1981, porté à un niveau plus élevé encore le conflit entre les masses, leurs organisations et la bureaucratie polonaise.

Sous la pression des masses, la direction de *Solidarité* a décidé une grève générale de 4 heures d'avertissement pour le vendredi 27 mars et la préparation de la grève générale pour le 31 mars, si le gouvernement ne cédait pas. La grève générale d'avertissement a été un total succès. Walesa a alors réalisé un compromis avec la bureaucratie (qui a dû reconnaître la centrale paysanne le 17 avril), et il a annulé de sa propre autorité la grève générale prévue pour le 31 mars. De ces événements, le projet de résolution soumis par le CEI au Conseil général de « IV^e Internationale (Comité international) » concluait :

« Ils ouvrent une nouvelle étape de la révolution politique en Pologne. Désormais sont à l'ordre du jour des processus politiques tant au sein de la classe ouvrière, des masses opprimées, de *Solidarité*, qu'à l'intérieur de la bureaucratie polonaise, qui amènent à des différenciations et à des clarifications politiques en vue de l'inéluctable affrontement. Cette nouvelle étape a une importance décisive. »

Les événements qui ont suivi ont montré la justesse de cette appréciation. Tous les efforts pour, dans le cadre de la domination politique de la bureaucratie et de la gestion de la société, trouver « un espace » permettant l'existence et l'activité d'une centrale ouvrière, d'une centrale paysanne, d'une centrale étudiante, ont fait faillite.

A l'instigation de l'Eglise, Walesa a déclaré : « Finissons-en avec la voie incertaine de la confrontation, laissons le gouvernement gouverner et le parti en paix. » (*Le Monde* du 17 juin 1981). Face à l'aggravation de la situation économique, il a prôché la paix sociale et revendicative. Mais il n'y a pas d'« espace » de ce genre. L'organisation du prolétariat comme classe, la constitution de ses organisations indé-



Le congrès de Solidarité.

pendantes de la bureaucratie, de son parti, sont incompatibles avec le maintien au pouvoir de celle-ci, sa gestion et son pillage de l'économie. Il ne peut y avoir qu'un équilibre temporaire et relatif qui doit nécessairement se rompre à plus ou moins long terme à l'avantage des uns ou des autres. Dès le 25 mai 1981, des dizaines de milliers d'étudiants ont manifesté : ils exigeaient la libération des militants de la « Confédération de la Pologne indépendante » (KPN). Tandis que le POUP se décomposait, de nombreuses organisations politiques sont apparues, dont le PSPP (en français, Parti socialiste polonais du travail). Le congrès du POUP a témoigné de la décomposition du POUP. La bureaucratie, aggravant la crise économique, a organisé la pénurie. Bientôt, en juillet-août, ce furent les marches de la faim.

Par leur forme et par leurs objectifs, elles ont posé la question du pouvoir. Le 3 août, à Varsovie, une puissante manifestation s'est dirigée vers le siège du comité central du POUP. La milice l'a empêché d'y accéder. Pendant trois jours, les conducteurs des bus et des trams ont bloqué le centre de Varsovie.

En septembre s'est tenu le premier congrès de *Solidarité*. Représentation directe ou indirecte de la totalité de la nation, ce congrès était un pouvoir qui se dressait effectivement, objectivement, indépendamment des manœuvres pour le désamorcer, malgré une préparation de caractère bureaucratique, face au pouvoir de la bureaucratie.

Et ce fut l'appel à tous les travailleurs des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS à constituer des syndicats libres ; ce fut la revendication « de la démocratie par l'introduction d'élections libres à la diète et aux conseils du peuple », ce fut aussi la revendication de « la mise en place d'un contrôle sur la production, la distribution et les prix en collaboration avec le syndicat *Solidarité des agriculteurs individuels* ». Tout cela était incompatible avec le maintien au pouvoir, avec l'existence de la bureaucratie polonaise.

L'appréciation du CEI de « IV^e Internationale (Comité international) »

De ce congrès, une résolution du CEI de « IV^e Internationale (Comité international) » a fait la critique suivante :

« A notre avis, *Solidarité* aurait dû convoquer un congrès des commissions de coordination, comités de ville, conseils de l'autonomie, coordinations ouvrières et paysannes, à l'échelon local et régional, pour la remise en marche de l'économie. »

Il y a le monopole gouvernemental du parti qui viole les aspirations et les revendications de la démocratie. A notre avis, *Solidarité* devrait engager dans tout le pays une campagne pour l'organisation des élections libres, comme l'a adopté la résolution de la première session du congrès. »

La même résolution citait des extraits d'une adresse du PSPP dont : (le PSPP) « combattra pour des élections libres et démocratiques au suffrage universel et proportionnel, où, sur la base du pluralisme des partis, le peuple tra-

vaille désignera lui-même ses représentants... (Le PSPP) propose de réunir dans le pays une Assemblée nationale constituante qui aura pour tâche d'organiser des élections (...). Nous connaissons tous la composition et la fonction actuelles de la diète. Son abolition par l'Assemblée nationale constituante est le premier pas vers la démocratie (...).

La tâche la plus importante de l'Assemblée nationale constituante serait d'élaborer une nouvelle Constitution où seraient représentés tous les groupes sociaux, les partis et les sans-partis. »

La résolution du CEI de « IV^e Internationale (Comité international) » reconnaît que le congrès de *Solidarité* est l'expression organisée, la direction de toutes les couches de la société polonaise opprimées et spoliées par la bureaucratie polonaise et celle du Kremlin. Qu'il se dresse ainsi qu'un pouvoir antagonique à celui de la bureaucratie. Pourquoi dans ces conditions ne pas inviter *Solidarité* à revendiquer le pouvoir, à engager le combat pour devenir le gouvernement, le pouvoir en Pologne ?

Cette question n'est pas absurde ni contraire aux principes. Mais la réponse ne peut être abstraite. Elle doit tenir compte de l'expérience politique des masses polonaises et de bien des pays de l'Europe de l'Est ainsi que de l'URSS.

Ces prolétariats, ces pays ont appris par une expérience douloureuse qu'il leur faut disposer d'un organisme capable de regrouper tous les travailleurs sur la base de leurs intérêts matériels et moraux spécifiques, indépendamment de leurs divergences politiques, et surtout de façon indépendante du gouvernement, de l'Etat et des partis.

Cependant, la bureaucratie est, comme les capitalistes dans les pays où le mode de production capitaliste subsiste, l'ennemi commun de tous les ouvriers, de toutes les couches spoliées et opprimées. Le prolétariat est le chef de file, la force majeure et dirigeante du combat contre la bureaucratie. Il est donc normal que la centrale syndicale ouvrière, en l'occurrence *Solidarité*, organise le combat contre la bureaucratie et son pouvoir. Mais, en même temps, il lui faut rester indépendante du gouvernement, de l'Etat et des partis. Elle ne peut exercer le pouvoir. Il lui faut donc ouvrir la voie à l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière sous d'autres formes que celle de la centrale syndicale (Congrès des commissions de coordination, comités de ville, conseils de l'autonomie, coordinations ouvrières et paysannes, et organisation des élections libres, Assemblée constituante, préconisait la résolution).

Le même texte faisait mention de la décision d'autodissolution du KOR et poursuivait : « Le comité exécutif a pris connaissance de la déclaration destinée à la discussion émanant du Club d'initiatives autonome autour du bulletin *Robotnik*. Il apparaît clairement que cette déclaration rejoint les positions actuelles de certains dirigeants du KOR, d'où son importance. »

Et il citait : « Nous considérons qu'actuellement, il ne faut pas entreprendre de combattre pour des élections libres. Cela entraînerait le renversement du pouvoir du POUP, ce qui, très certainement, ne nous donnerait ni lait, ni viande, ni pain, mais très probablement l'invasion d'armées étrangères. »

Vers le coup de force

Au lendemain de la II^e session du comité central du POUP qui a suivi, Kania, premier secrétaire, était remplacé par le général Jaruzelski, déjà chef du gouvernement. Cette même session du comité central du POUP interdisait aux membres du POUP d'être en même temps membres de *Solidarité*. Elle exigeait que *Solidarité* participe à une commission mixte gouvernement-syndicat que le gouvernement devait mettre sur pied. Elle demandait à la diète de suspendre « temporairement » le droit de grève en Pologne.

La direction de *Solidarité* a indiscutablement tenté de mettre en pratique l'orientation de la déclaration du Club d'Initiatives autonome, que *Robotnik* avait publiée. Le 4 novembre, ce fut la rencontre Jaruzelski, Glomp, Walesa.

Au terme de cette rencontre, un communiqué commun était publié. Il déclarait notamment : « Les parties ont échangé leurs points de vue sur les moyens de surmonter la crise et les possibilités de former un front de l'entente nationale qui serait une plate-forme permanente de dialogues et de consultations des forces politiques et sociales sur la base des principes de la Constitution polonaise. » Fait remarquable, le 10 novembre, le gouvernement Jaruzelski demandait son adhésion au FMI.

Mais du côté des masses, le bouillonnement politique s'accroissait. Depuis plusieurs mois, de nombreux partis apparaissaient : le KPN, le PPD (Parti démocrate polonais), le PSPP, le PPP (Parti polonais du travail), le Parti démocrate-chrétien de Pologne, d'autres sans doute ; les grèves ne cessaient pas. La grève des étudiants engagée au début novembre à Radom contre le projet du gouvernement de réforme des universités s'étendait à toutes les universités du pays.

De son côté, le gouvernement accentuait la répression : les arrestations se multipliaient ; les dirigeants du KPN qui devaient être libérés étaient maintenus en prison ; Baluka était inculpé pour avoir constitué le PSPP ; le 1^{er} Congrès national des comités de défense des prisonniers pour délits d'opinion était interdit ; Jacek Kuron était une fois de plus inculpé. Le 3 décembre, la milice donnait l'assaut à l'école des élèves-officiers pompiers de Varsovie en grève et qui occupaient leur école. Confrontée au fait que le gouvernement déposait son projet de loi interdisant le droit de grève devant la diète, la KKP (direction nationale de *Solidarité*) décidait d'une grève générale de 24 heures. Le gouvernement retirait alors son projet de loi.

Cependant, la tension politique ne cessait d'augmenter. Sous la pression des masses, la KKP annonçait l'organisation d'un référendum national à l'intérieur de *Solidarité* sur la question du pouvoir. Elle menaçait le gouvernement de la grève générale au cas où il aurait recours à des mesures d'exception. La section de Varsovie de *Solidarité* convoquait une manifestation pour le 17 décembre à Varsovie, jour anniversaire des fusillades contre les grévistes des chantiers navals de la Baltique en 1970, manifestation « contre l'emploi de la force dans des conflits sociaux ».

Des centaines de milliers, sinon des millions de travailleurs, de jeunes, d'opprimés, se préparaient à manifester contre la bureaucratie, pour l'évincer du pouvoir. Le gouvernement de la bureaucratie a interdit la manifestation. Il a

publié un communiqué qui indiquait que les forces de l'ordre « *répondront à toutes les manifestations dirigées contre le pouvoir populaire, au nom de la paix des citoyens, de la défense de l'ordre public et de la ligne de l'entente nationale* ».

On connaît la suite : le 13 décembre à 0 heure, la milice investissait le siège de *Solidarité* à Varsovie ; le gouvernement déclenchait une gigantesque opération d'arrestations. Jaruzelski décrétait « l'état de guerre » et la constitution d'un conseil militaire de salut national ».

Le coup de force

S'appuyant sur une riche mais douloureuse expérience, jamais les masses n'ont cru depuis juillet-août 1980 à la possibilité d'une longue cohabitation entre elles, les organisations qu'elles ont construites, la bureaucratie polonaise et la bureaucratie du Kremlin. Elles savaient l'affrontement inévitable. A chaque moment, elles ont rejeté toute tendance à la capitulation. Depuis le mois de mars, à leur façon, elles se sont préparées à l'affrontement.

Pourtant, comme la direction de *Solidarité*, elles ont été surprises par le coup foudroyant que la bureaucratie a porté dans la nuit du 12 au 13 décembre, qui lui a permis de remporter un avantage non décisif mais considérable : opérer des milliers d'arrestations, décapiter ainsi *Solidarité*, empêcher une résistance organisée, centralisée à l'échelle nationale.

De là, la bureaucratie a pu manœuvrer en utilisant à fond la milice contre les bastions ouvriers en grève. Les ouvriers ont été contraints de s'enfermer dans les usines, les entreprises. La milice les a prises d'assaut et occupées les unes après les autres. Le gouvernement a pu neutraliser l'armée, car celle-ci, sans orientation, sans perspective politique, était déboussolée. Il a même pu l'utiliser comme masse de manœuvre.

Il ne s'agit pas de faiblesse technique, mais du produit de la politique de conciliation avec la bureaucratie polonaise, donc avec celle du Kremlin, qui a endormi la vigilance immédiate des masses et des cadres de *Solidarité*. Il s'agit aussi d'une estimation insuffisante de la capacité de réaction de la bureaucratie polonaise satellite du Kremlin.

La bureaucratie du Kremlin et son satellite polonais ont toujours eu comme ligne de conduite l'incompatibilité entre l'organisation indépendante du prolétariat et des masses polonaises et le maintien du régime. Alors même que le POUP se décomposait, la bureaucratie demeurait. Elle disposait d'une direction centralisée — le Kremlin — agissant sur une ligne politique.

Manifestement, le coup de force était préparé depuis des mois dans le plus grand secret, depuis que Jaruzelski avait accédé à la tête du gouvernement, et il était décidé depuis que Jaruzelski était devenu premier secrétaire du POUP. Il restait à décider de l'occasion et du moment de son exécution. Vraisemblablement,

les gouvernements des grandes puissances impérialistes ont été mis au courant de l'éventualité d'un tel coup de force et ils l'ont approuvé, sinon explicitement, implicitement.

La demande d'adhésion de la Pologne au FMI n'a pas été fortuite, mais une garantie donnée que le coup de force s'inscrivait dans le cadre de la préservation des intérêts à long et à court terme de l'impérialisme. La présence de Schmidt en Allemagne de l'Est le 13 décembre n'était vraisemblablement pas fortuite, mais calculée pour cautionner la bureaucratie est-allemande, et au travers d'elle, la bureaucratie polonaise et celle du Kremlin.

Pendant des mois et des mois, la menace d'une intervention ouverte et massive de la bureaucratie du Kremlin a été suspendue comme une épée de Damoclès sur la tête du peuple polonais. En tout état de cause, c'était un moyen de pression fantastique sur le peuple polonais. Le Kremlin a ordonné, organisé, orienté la politique de la bureaucratie polonaise au cours de tous ces mois.

Il l'a empêchée de s'effondrer alors qu'elle se disloquait, confrontée à la puissance du mouvement des masses. C'est lui qui a préparé, organisé le coup de force, et certainement pris directement en mains son application et l'exécution de certaines de ses parties. Officiellement, cependant, c'est l'armée et la milice polonaises qui l'ont réalisé, les troupes russes ne sont pas intervenues ouvertement et massivement.

Intervenir de cette façon posait de redoutables problèmes à la bureaucratie du Kremlin. Il fallait affronter militairement le peuple polonais et sans doute l'armée polonaise. Il fallait pour la 5^e fois (Allemagne de l'Est, Hongrie, Tchécoslovaquie, Afghanistan) engager les troupes de l'URSS pour réprimer par les armes et dans le sang un autre pays. Comment justifier aux yeux des masses de l'URSS, mais aussi des peuples de l'Europe de l'Est et de l'Ouest, cette nouvelle intervention militaire ? Au nom de la menace impérialiste ?

La « justification » de la mise en action de ses tanks contre les travailleurs de l'Allemagne de l'Est n'a posé au Kremlin et à son appareil international que peu de problèmes. C'était la première intervention. Et surtout il s'agissait du peuple allemand, réputé par la bureaucratie collectivement responsable du fascisme et de la guerre. L'intervention contre la révolution hongroise a eu comme conséquence l'isolement provisoire des PC par rapport à de larges masses.

L'appareil international du Kremlin est néanmoins resté soudé. L'intervention contre le peuple tchécoslovaque a soulevé l'indignation des masses et a considérablement aggravé la crise de l'appareil international du Kremlin. La plupart des PC ont dû désavouer (en principe) l'intervention du Kremlin, tout en l'acceptant et en la couvrant dans les faits. L'intervention en Afghanistan n'a pas soulevé les mêmes difficultés. Mais la Pologne n'est pas l'Afghanistan. Y intervenir ouvertement et massivement signifiait provoquer l'éclatement de l'appareil international du Kremlin.

Ce n'est pas pour la bureaucratie du Kremlin un aspect secondaire des choses. Son pouvoir en URSS dépend de rapports politiques déterminés à l'échelle internationale dans lesquels son appareil international comme instrument de contrôle sur les masses, et de rapport avec l'impérialisme, la bourgeoisie d'importants pays, joue un rôle important.

En outre, c'est toujours alors qu'il n'y avait plus d'autres solutions que le Kremlin est intervenu militairement ouvertement, directement pour écraser les classes ouvrières et les peuples se dressant contre les bureaucraties parasitaires. En Hongrie, lorsqu'il s'est avéré que le PC se disloquait complètement, et que l'armée se rangeait du côté des masses. En Tchécoslovaquie, lorsque le PC se disloquait. Précédemment, il semble qu'en décembre 1967, Novotny ait tenté de réaliser un coup de force militaire et que celui-ci n'ait pu être mis sur pied.

En Pologne, la bureaucratie du Kremlin a utilisé la « solution » du coup de force militaire comme arme suprême contre la classe ouvrière et le peuple polonais. Faut-il voir là le commencement d'une des tendances que Trotsky envisageait comme pouvant se dégager de la crise de la bureaucratie du Kremlin : la prise du pouvoir directement par l'appareil militaire ?

Une nouvelle étape de la révolution politique

Le coup de force de Jaruzelski a souligné et dégagé la puissance et les ressources de la révolution politique telle que, appuyée sur tous les développements antérieurs en Europe de l'Est et en Pologne, son cours s'est développé depuis juillet-août 1980 en Pologne. Le combat contre le coup de force militaire, la répression, les arrestations, l'état de guerre décrété contre la classe ouvrière et le peuple polonais, a été engagé à partir de la spontanéité des masses privées de direction pouvant centraliser et diriger normalement leur action, mais utilisant les formes d'organisation que la constitution de ses syndicats, d'une centrale indépendante, ayant fonctionné pendant 15 mois, leur expérience politique et d'organisation leur fournissaient.

D'anciens dirigeants ont échappé à l'arrestation, de nouveaux dirigeants se sont levés. A l'aide de la milice, Jaruzelski est parvenu à briser morceau par morceau la grève. Il n'a pas pu vaincre la classe ouvrière et le peuple polonais. La milice est assise sur le peuple polonais, le pays. L'âme et la force dirigeante du combat contre la bureaucratie est la classe ouvrière. *Solidarité* a toujours été quelque chose de plus qu'une centrale syndicale, mais une sorte de deuxième pouvoir se dressant contre le pouvoir de la bureaucratie. Il devient le cadre d'organisation du combat à mort contre la bureaucratie que la classe ouvrière et le peuple polonais poursuivent.

Dans la situation actuelle, il importe de mesurer le caractère explosif de mots d'ordre d'apparence fort modérée comme : libération des emprisonnés,

levée de l'état de guerre, levée sans conditions de l'interdiction de *Solidarité ouvrière*, du *NZS*, de *Solidarité paysanne*, restitution de leurs biens et leurs locaux, de leur presse. Purement démocratiques à un niveau élémentaire, ces mots d'ordre expriment la volonté immédiate de toute la population de Pologne, hormis une fraction infime de bureaucrates. Ils posent la question du pouvoir politique.

La situation de la bureaucratie polonaise est intenable. Elle est incapable de faire « fonctionner » la Pologne. Trois mois après le coup de force militaire, « l'état de guerre » ne peut être levé. La vie économique, sociale, politique ne passe pas par les cadres que la bureaucratie voudrait imposer. L'Eglise s'efforce de trouver une « solution », un compromis impossible. La bureaucratie est sans interlocuteur. La hausse des prix ne résout rien. L'économie pourrait. La production ne reprend pas. Dans ces conditions, il est impossible de reconstituer le POUP et un processus de décomposition, y compris de la force de frappe de la bureaucratie, la milice, est inéluctable.

Non seulement la révolution politique n'est pas morte en Pologne, mais une étape nouvelle, se situant à un niveau supérieur, se prépare, dont l'enjeu sera le pouvoir, en conséquence de la bataille que, sous la direction du Kremlin, la bureaucratie satellite de Pologne a engagée contre les masses et leurs organisations, et de son échec.

L'impasse de la bureaucratie du Kremlin

Pour apprécier le cours des développements politiques en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est où le capital a été exproprié, il est indispensable de les situer en relation avec le moment actuel du développement de la révolution politique en Pologne et de la perspective d'une nouvelle étape de celle-ci. Toutes les contradictions économiques, sociales, politiques, nationales qui assaillent la bureaucratie du Kremlin, son appareil international, se sont multipliées, de même que leur incapacité à les résoudre. De là, l'inéluctable exacerbation des crises au sommet de la bureaucratie du Kremlin et de ses satellites.

La première de celles-ci est évidemment : que faire par rapport à la révolution politique en Pologne ? Sans intervention militaire massive, ouverte et sanglante du Kremlin, la bureaucratie polonaise est incapable d'atteindre à un minimum de stabilisation de la société polonaise. Une nouvelle explosion révolutionnaire est inévitable.

Mais l'intervention militaire ouverte à l'échelle massive nécessaire est aujourd'hui politiquement infiniment plus difficile qu'elle ne l'était avant le coup de force de Jaruzelski. Elle ne pourrait qu'accentuer l'isolement politique des bureaucraties parasitaires, porter au paroxysme les antagonismes à l'intérieur de celle-ci, provoquer l'éclatement de son appareil international. Et cela sans la certitude d'être capable de rétablir l'« ordre ».

Laisser « pourrir » la bureaucratie polonaise déjà fort mal en point, se décomposer l'armée et même la milice impuissante à maîtriser la situation, laisser se préparer une nouvelle explosion révolutionnaire en Pologne, c'est laisser se préparer une vague révolutionnaire à l'Est de l'Allemagne, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, peut-être même en Roumanie et en Bulgarie, sinon en URSS.

D'ores et déjà, l'impuissance à écraser la révolution polonaise contribue à poser dans ces pays avec plus d'acuité les mêmes problèmes qu'en Pologne : la question nationale, celle des libertés, celle d'une organisation, d'une centrale syndicale indépendante du pouvoir, de l'Etat, du PC. Manifestement, en corrélation avec les contradictions économiques, sociales et politiques, les antagonismes au sommet de la bureaucratie en URSS même s'aiguisent à l'approche de l'inévitable succession de Brejnev. Il faut se souvenir des conséquences de la mort de Staline qui a contribué à libérer tous les antagonismes latents ou plus ou moins exprimés au sommet de la bureaucratie du Kremlin.

Au point de développement où est parvenu l'antagonisme entre le prolétariat, les masses opprimées, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, la perspective d'une nouvelle vague révolutionnaire en Pologne accuse la dépendance du Kremlin et des bureaucraties satellites par rapport à l'impérialisme. A la fin de la guerre et

dans les années qui ont suivi du point de vue politique, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international étaient la pièce maîtresse de l'établissement de l'« ordre » de Yalta et Potsdam.

Aujourd'hui, la bureaucratie du Kremlin et ses satellites ont le plus pressant besoin de l'aide de l'impérialisme pour maintenir leur contrôle sur la classe ouvrière, les peuples de l'Europe de l'Est et même de l'URSS. Cette aide n'a pas manqué contre la classe ouvrière et le peuple polonais. Elle a été particulièrement manifeste au moment du coup de force de Jaruzelski. L'impérialisme y est intéressé d'abord et avant tout parce que la victoire de la révolution politique ne peut être cantonnée à un pays de l'Est de l'Europe, ni à l'Est de l'Europe et à l'URSS ; c'est tout l'édifice contre-révolutionnaire édifié à la fin de la Deuxième Guerre mondiale qui tomberait en ruines, l'exemple de l'Allemagne est illustratif.

Or, dans ces pays, la force du maintien de l'ordre reste les bureaucraties parasitaires. Il y est intéressé également car la masse des prêts consentis depuis 10 à 15 ans aux bureaucraties parasitaires s'élève à 80 milliards, leur insolvabilité avérée peut entraîner un krach financier international.

Il y est intéressé parce que la voie d'investissement de l'URSS et des pays de l'Est par les marchandises et les capitaux de l'Ouest ne peut être ouverte que par les bureaucraties contre-révolutionnaires. Ce qui n'exclut pas la croissance de la pression militaire, économique, politique des pays impérialistes sur ces pays, mais l'implique.

En dernière analyse, l'aide que l'impérialisme peut apporter contre les masses aux bureaucraties parasitaires, par sa nature, ne peut que renforcer les contradictions de toute nature qui assaillent celle-ci, leur antagonisme avec les masses et leurs déchirements internes, et rendra par conséquent plus inévitables encore les explosions révolutionnaires, les affrontements, la révolution politique.

Rappel sur la nouvelle période de la révolution

La révolution polonaise, tout le cours de la révolution politique, la crise de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, des bureaucraties de l'Europe de l'Est, sont des composantes et forces actives de la nouvelle période de la révolution prolétarienne qui s'est ouverte en 1968 et que nous avons caractérisée comme « période de la révolution imminente ».

Les *Thèses* adoptées à la conférence mondiale qui a constitué « IV^e Internationale (Comité international) », lesquelles ont été définitivement ratifiées au II^e Conseil général, traçaient ainsi le développement de cette période : « *Les faits qui indiquent qu'en 1968 commence à s'ouvrir une nouvelle période de la révolution sont la grève générale française, la crise au Pérou, le "cordobazo" argentin, la radicalisation de la lutte nationale du peuple palestinien qui en 1970 avance vers des formes d'organisation pré-soviétiques (Irak), l'Assemblée populaire bolivienne, dans les Etats capitalistes.*

Mais le fait décisif est la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie en 1968, qui matérialise un changement qualitatif ; le prolétariat construit des organes qui surmontent l'atomisation propre aux processus antérieurs (Berlin, Pologne, Hongrie), en arrive jusqu'à poser la nécessité du nouveau parti lors du XIV^e Congrès du PCT. En dépit de l'invasion du Kremlin, le prolétariat exige le droit de s'organiser dans l'« opposition », établissant des liens avec l'« opposition polonaise », avec le mouvement ouvrier mondial, et avec le trotskysme.

Un processus semblable se présente en Pologne, marqué par la grève générale des ports de la Baltique et le comité de grève de Szczecin (1970), l'explosion de 1976 et la vague de grèves aujourd'hui en cours qui revendique le droit de constituer des syndicats indépendants et le parti ouvrier socialiste. Et en URSS même, commencent à se développer des actions et des grèves qui vont dans le même sens qu'en Pologne. »

Plus loin : « *Autour de 1974, se produit un nouveau saut dans la montée de la révolution mondiale et dans la crise de l'impérialisme qui confirme et renforce les traits de la période, c'est le triomphe vietnamien, défaite militaire qui aboutit à la plus grande défaite poli-*

(suite page IV)



Budapest, octobre 1956 : ce slogan peint sur la vitrine d'un magasin, square Rakoczi, demande des élections libres.

(suite de la page III)

tique, historique, subie par l'impérialisme yankee.

Il aggrave la crise de la direction politique américaine et se répercute auprès de toutes les bourgeoisies (...). La montée révolutionnaire mondiale acquiert une nouvelle force dans le monde.

La révolution portugaise renforce les traits de cette période. Le renversement d'une dictature fasciste et le démantèlement de l'appareil d'Etat créent les prémisses pour un processus de double pouvoir qui reprend les éléments des mobilisations européennes de l'après-guerre (France, Italie), de la révolution bolivienne de 1952 et du mouvement vers la révolution politique en Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie. Et malgré la politique traître de sa direction, qui permet de restaurer un gouvernement réactionnaire, le processus révolutionnaire portugais se prolonge dans la crise de la plupart des Etats européens.

Les luttes démocratiques, anti-impérialistes, anticapitalistes, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, des nations opprimées, sont aussi partie du nouveau cours de la révolution prolétarienne et sont étroitement liées.

D'autre part, l'impérialisme subit les effets de la fin du boom économique qui s'était prolongé pendant deux décennies. La crise ouverte en 1974-1975 n'est pas une crise cyclique classique, mais s'approfondit d'année en année, avançant vers un saut qualitatif à mesure que se préparent les conditions pour la dislocation du marché mondial et de la division internationale du travail.

Cette crise économique est devenue chronique et affecte tous les pays capitalistes et l'ensemble du marché mondial, et se répercute dans les pays où la bourgeoisie a été expropriée, subissant les effets néfastes de la "théorie" du "socialisme dans un seul pays".

L'inflation, le chômage et les déséquilibres monétaires sont des phénomènes qui manifestent cette crise et ses tendances récessives. L'impérialisme yankee — bien qu'avec une hégémonie indiscutée — voit s'affaiblir sa puissance économique et politique. La crise de l'impérialisme trouve des expressions continues dans la montée révolutionnaire.

Et encore : « La révolution iranienne a signifié un sérieux coup à l'impérialisme dans un de ses bastions stratégiques, et conserve sa pleine actualité malgré la politique conciliatrice du nationalisme bourgeois "islamique" porté à la tête de la révolution, et la politique contre-révolutionnaire du stalinisme. La défaite révolutionnaire de la dictature de Somoza a ouvert objectivement

la possibilité d'un nouveau Cuba en Amérique centrale, incitant à la mobilisation révolutionnaire des masses dans les pays voisins, en particulier au Salvador et au Guatemala : de nouveau ici, s'est montré au grand jour le rôle néfaste des directions petites-bourgeoises et collaborationnistes, de même que la nécessité impérieuse d'un parti marxiste révolutionnaire trotskyste. »

Nouveaux développements de cette période

Depuis que les Thèses ont été définitivement adoptées, la crise du système impérialiste mondial s'est encore développée, conjointement à celle de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, des bureaucraties satellites ; conjointement, la montée de la révolution prolétarienne dans le monde, dont fait partie la révolution polonaise, s'est poursuivie.

Ces éléments de rapport sur la révolution politique n'ont pas à faire et ne peuvent faire l'analyse des nouveaux développements de la crise du système impérialiste et de la révolution sociale. Pourtant, il faut, pour situer plus précisément la révolution polonaise, le mouvement actuel et le cours de la révolution politique, la crise des bureaucraties parasitaires d'URSS, d'Europe de l'Est et de l'appareil international du Kremlin, faire état de quelques-uns de leurs aspects.

D'ores et déjà, la politique de Reagan non seulement ne permet pas de maîtriser la crise du système impérialiste et celle de l'impérialisme américain en particulier, mais elle les a plutôt aggravées. La crise économique et financière chronique depuis 1976 s'accroît : tendance à la baisse de la production, des échanges mondiaux, déséquilibres économiques croissants, hausse fantastique des taux d'intérêts ; chômage atteignant officiellement environ 9 % de la population active aux USA et 9,5 % dans la Communauté économique européenne.

Les antagonismes inter-impérialistes deviennent évidemment plus brutaux. S'insérant dans des rapports entre les classes globalement en faveur de la classe ouvrière, des masses exploitées et opprimées, ces antagonismes croissants approfondissent les crises de domination de classe des différents bourgeoisies et le cours de la lutte des classes.

La politique de Reagan se heurte aux USA à l'opposition de la classe ouvrière puissamment organisée dans ses syndi-

cats. Elle se heurte même à celle d'une partie importante de la bourgeoisie. Tout comme ses prédécesseurs, faute de pouvoir régler les questions fondamentales auxquelles est confronté l'impérialisme US, établir l'Etat fort avec tout ce que cela comporte, Reagan ne peut qu'attiser les contradictions sociales et politiques.

Qui plus est, il est incapable jusqu'alors de faire refluer la vague révolutionnaire qui déferle en Amérique centrale (Nicaragua, Guatemala, Salvador). Une comparaison n'est pas une identification, mais on peut dire que la vague révolutionnaire en Amérique centrale n'a pas moins d'importance pour l'impérialisme américain que la révolution polonaise n'en a pour la bureaucratie du Kremlin. Là aussi, se pose la question de l'intervention militaire directe.

Jusqu'alors, l'impérialisme US n'a pu la réaliser lui-même car le peuple américain garde brûlant le souvenir du Vietnam. La mobilisation contre une intervention éventuelle des troupes US en Amérique centrale est, comme en témoigne la récente manifestation à Washington, plus importante qu'elle ne le fut contre l'intervention au Vietnam vers la fin de celle-ci.

Les sanglantes parodies d'élections au Guatemala et au Salvador viennent de faire long feu. L'impérialisme américain ne renonce pas pour autant, il ne peut pas renoncer. Pour l'instant, il tente de combiner le soutien massif aux junte et aux gouvernements compradores d'Amérique centrale, les opérations extérieures, et la pression politique exercée sur les fronts politiques du Nicaragua, du Salvador, du Guatemala pour les amener à capituler sous une forme ou sous une autre.

Manifestement, une large négociation s'est engagée entre l'impérialisme US, la bureaucratie du Kremlin, Castro, en vue d'aboutir à une politique unifiée contre les foyers révolutionnaires dans le monde, de la Pologne à l'Amérique centrale, et au règlement de quelques autres questions.

C'est sur Castro, la bureaucratie cubaine dépendante du Kremlin, que compte l'impérialisme US pour amener le FSLN au Nicaragua, le FMLN au Salvador et les organisations nationalistes petites-bourgeoises des autres pays d'Amérique centrale à capituler. Le président du Mexique, Lopez Portillo, directement intéressé à la « stabilisation » en Amérique centrale, joue son rôle dans cette partie.

Mais le souvenir des accords de Paris sur le Vietnam, longuement négociés entre l'impérialisme US, les bureaucraties de l'URSS, de Chine et du Vietnam,

qui devaient maintenir la division en deux du Vietnam mais qui se sont effondrés avec l'effondrement sur lui-même du régime de Thieu en 1975, pèse lourdement sur la conclusion d'accords fondés sur la capacité des bourgeoisies, des gouvernements et des régimes compradores à garantir les intérêts politiques et économiques de l'impérialisme US en Amérique centrale.

La tension entre les puissances capitalistes européennes, l'impérialisme US, le Japon, s'accompagne des tensions croissantes qui menacent la Communauté économique européenne et opposent les uns aux autres les capitalistes européens, tandis que les crises de domination de classe des bourgeoisies de ce continent s'affirment.

En France, notamment, la classe ouvrière, les masses populaires, en chassant Giscard, en élisant Mitterrand à la présidence de la République et une majorité de députés PS-PCF à l'Assemblée nationale, ont remporté une victoire politique majeure, qui amène à la chute de la V^e République et de ses institutions et à l'ouverture d'une crise révolutionnaire, impulsant les crises de domination de classe de toutes les bourgeoisies d'Europe et la lutte de classe du prolétariat de toute l'Europe à l'Est et à l'Ouest.

La question de l'Allemagne

Il faut mentionner particulièrement la crise de tous les rapports économiques, sociaux, politiques, qui progresse en Allemagne de l'Ouest. Cette crise combine les contradictions d'un impérialisme qui est la 2^e ou 3^e puissance économique capitaliste, dont le rôle est capital dans l'économie mondiale et européenne mais qui dépend du marché mondial, de la division internationale du travail, le tout sur la base d'un territoire amputé de la Prusse orientale, de la Silésie, des Sudètes, de l'Est de l'Allemagne, et dont la surface équivaut environ à la moitié de celle de la France, l'Etat de l'Allemagne de l'Ouest a été reconstruit à partir de la division du pays, grâce au rôle du stalinisme, dans le cadre de l'occupation du pays.

Ce monstre historique résulte de l'irréversible défaite au cours de la Deuxième Guerre mondiale de l'impérialisme allemand et du nazisme, du partage du pays en zones d'occupation afin d'empêcher le développement de la révolution prolétarienne, et ensuite la séparation en deux Etats dont l'un dépend de l'impérialisme et l'autre dépend de la bureaucratie du Kremlin,

et qui est dirigé par une bureaucratie croupion.

Mais il faut aussi situer le rôle contradictoire de la social-démocratie et de la centrale syndicale, la DGB. Le prolétariat de l'Ouest de l'Allemagne s'est réorganisé comme classe dans le cadre de la social-démocratie et de la DGB. Le prolétariat de l'Est de l'Allemagne voit en eux les organisations de classe.

Ce sont les organisations du prolétariat allemand face au capital et à la bureaucratie. Mais en même temps, les appareils du SPD et de la DGB ont subordonné le prolétariat allemand à la reconstruction de l'économie capitaliste et de l'Etat capitaliste à l'Ouest, donc à l'équilibre dont ceux-ci dépendent et notamment le maintien de la division de l'Allemagne en deux.

La crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires a un développement particulièrement concentré en Allemagne. L'impatte capitaliste et l'impatte des bureaucraties parasitaires se rejoignent concrètement sur un même terrain, celui de l'Allemagne, de la classe ouvrière, du peuple allemand divisé en deux, forme extrême de la division de l'Europe en deux.

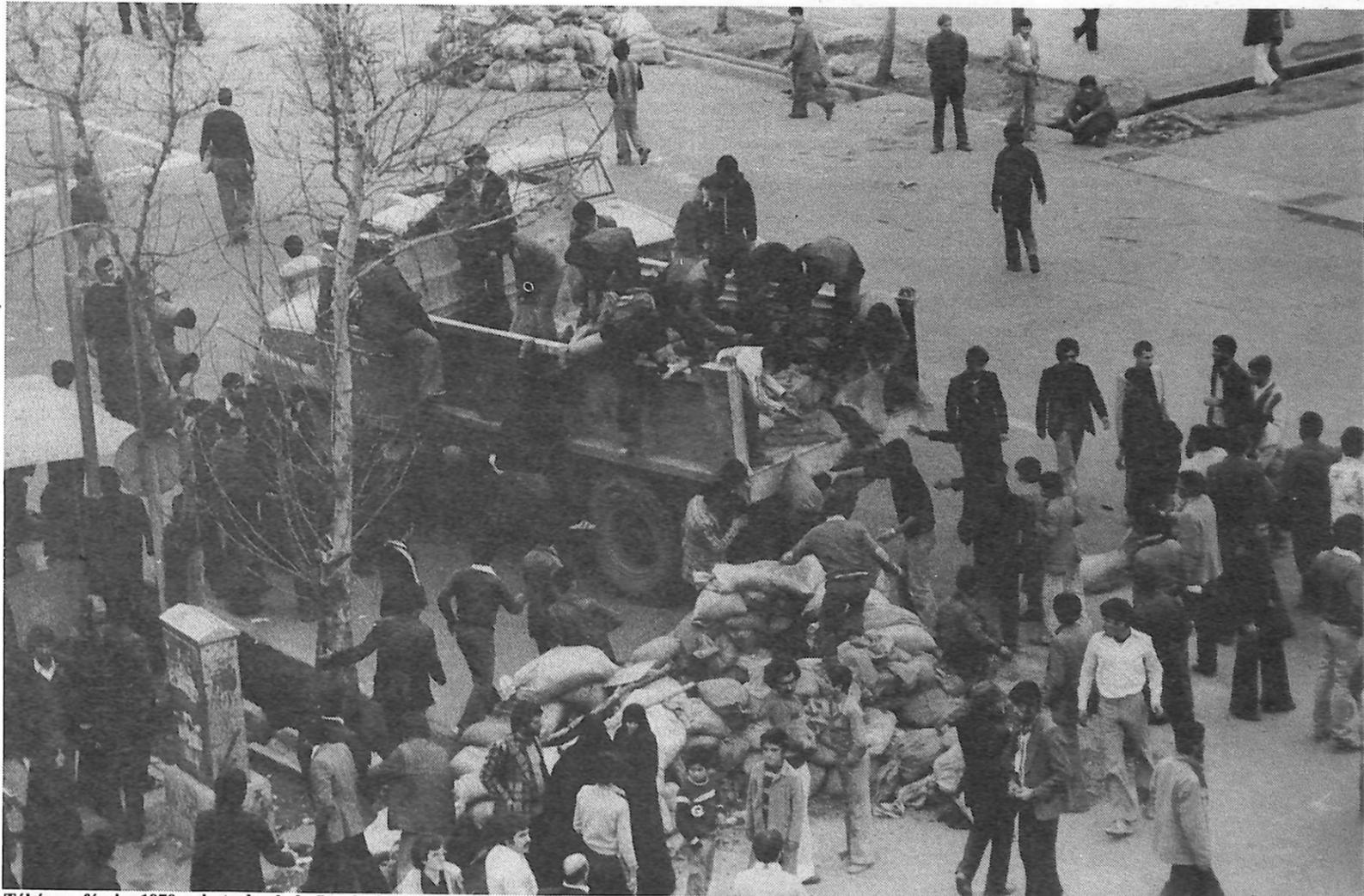
Le gouvernement de la social-démocratie associé au parti bourgeois, le Parti libéral, est obligé tout à la fois de tenter d'imposer au prolétariat de l'Ouest de l'Allemagne les conséquences de la crise de l'impérialisme telles qu'elles se concrétisent en Allemagne de l'Ouest compte tenu de la situation spécifique du capital, de la bourgeoisie allemande, et d'affirmer la pérennité de la division de l'Allemagne en deux, de réaffirmer l'« Ostpolitik ».

La social-démocratie est obligée de s'engager pleinement aux côtés de la bureaucratie du Kremlin, de la bureaucratie polonaise contre la révolution politique en Pologne, d'user de son crédit auprès du prolétariat de l'est comme de l'ouest de l'Allemagne pour cautionner Honecker et la RDA.

Elle doit prendre en charge l'« ordre » allemand, l'« ordre » européen hérité de Yalta et Potsdam. Cette charge est insupportable.

Des millions de tonnes de TNT social et politique sont concentrées en Allemagne, Ouest et Est. Le problème de l'unité de l'Allemagne, c'est-à-dire de l'unité de la révolution sociale et de la révolution politique dans un même pays, est déterminant non seulement pour l'Allemagne, mais pour l'Europe. Or, la flamme de la révolution politique en Pologne échauffe ces millions de tonnes d'explosifs révolutionnaires.

C'est à cette dimension européenne et mondiale qu'il faut apprécier la révolution polonaise, la révolution politique.



Téhéran, février 1979 : chute du chah. La révolution iranienne a signifié un sérieux coup à l'impérialisme dans un de ses bastions stratégiques et conserve sa pleine actualité

Donc, depuis plusieurs années, la classe ouvrière, le peuple polonais brandissent le flambeau de la révolution politique. Ils éclairent et ouvrent la voie aux prolétariats, aux peuples de l'Europe de l'Est et de l'URSS. Leur combat est celui de la classe ouvrière et des opprimés du monde entier. Il est une composante de la révolution socialiste. Au cours des semaines et des mois qui viennent, la classe ouvrière, le peuple polonais continueront à brandir ce flambeau, à éclairer la route. Mais il est possible, à courte échéance, que d'autres flambeaux s'allument ailleurs.

L'analyse des processus qui ont conduit aux mouvements révolutionnaires, aux révolutions ouvertes dans l'Allemagne de l'Est, en Pologne en 1956, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, puis à nouveau en Pologne nous permettent d'enrichir le programme de la révolution politique, la ligne de combat que doit suivre la IV^e Internationale, la politique qu'elle doit appliquer.

Encore faut-il se souvenir que tout processus révolutionnaire a, selon les pays et les situations concrètes, sa propre originalité, sa spécificité, et donc exige que soient particularisées les analyses et la politique à suivre.

Mais si la révolution politique est inéluctable en URSS, dans les pays de l'Europe de l'Est et dans les pays où le capital a été exproprié, sa victoire dépend de la direction politique, c'est-à-dire de la construction des partis de la IV^e Internationale dans chaque pays et de la reconstruction de celle-ci. Cela doit être l'objet, être au centre de la discussion à l'intérieur des organisations de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ».